

Carnet

4

LES EUROPÉENS EN ESCLAVAGE



LES EUROPÉENS EN ESCLAVAGE

LES EUROPÉENS EN ESCLAVAGE

Carnet

4

DIDIER Bensa

LES EUROPÉENS EN ESCLAVAGE- Carnet 4

Création couverture : Émilie Côté

Image de la couverture ; Adobe Stock/Créative Station

© DIDIER Bensa, 2025

Tous les droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction réservés pour tous pays.

Dépôt INPI FR n° DSO2025027387

Dépôts légaux :

Bibliothèques et Archives du Québec, 2025

Bibliothèques et Archives du Canada, 2025

Imprimé au Canada

Avec l'assistance de BouquinBec.

Table des matières

PRÉAMBULE	7
1 - L'ESCLAVAGE CULTUREL	9
1.1 - L'EMPREINTE RELIGIEUSE.....	9
1.2 - QUI SONT TES PARENTS.....	11
1.3 - L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE	11
1.4 - NOUS	14
2 - L'ESCLAVAGE MODERNE	17
2.1 - LES ÉVOLUTIONS	18
2.2 - L'ÉTAU	22
2.2.1 – AUX ETATS-UNIS	22
2.2.2 - À L'EST.....	25
2.2.3 – NOUS, EUROPÉENS	29
3 - LE DÉNI	41
3.1 - ESCLAVES DE NOS PEURS.....	41
3.2 - FAIRE FACE AUX CONSTATS	41
4 - COMPRENDRE POUR ACCEPTER	47
ÉPILOGUE	53

Les chiffres indiqués dans cet essai sont approximatifs en raison de la multiplicité des sources et de la difficulté à les recouper.

PRÉAMBULE

L'esclavage existe depuis l'Antiquité et s'est accentué avec la traite transatlantique à partir du xv^e siècle.

Quelle forme prend-il de nos jours? De quoi et de qui sommes-nous esclaves en ce début de millénaire?

Dirait-on que l'esclavage se définit par rapport à l'absence de liberté « ressentie » ?

Identifions nos limites et dépendances issues de notre culture, de la société et du contexte européen actuel. Voyons comment nous réagissons à nos peurs existentielles face à ce « nouveau monde » qui fait d'ores et déjà subir à l'Europe diverses formes de « terrorisme ».

Les Européens deviennent les esclaves de ceux qui sont à la fois leurs fournisseurs et leurs créanciers, sans la réaction nécessaire pour desserrer leurs entraves.

Tentons de déterminer notre espace de liberté dans tous ces contextes :

Que voit-on, le constat

Que veut-on voir, le déni

Que peut-on voir, la capacité à comprendre

Autant de peurs à surmonter dont dépendra notre avenir.
Tel est notre enjeu!

1 - L'ESCLAVAGE CULTUREL

L'organisation esclavagiste a consisté à priver un individu de sa liberté, à le déraciner et à le réduire au rang de marchandise négociable.

Mais commençons par l'histoire de chacun qui induit ses propres aliénations.

Où se trouve notre espace de liberté? Est-ce une chimère, un déni, un espoir, autant « d'auto-constructions » pour pallier nos peurs existentielles?

Nos tendances naturelles génèrent certaines dépendances, telles que l'attention portée au bien-être personnel, souvent associée à une forme de passivité.

En l'état, tel est le constat qu'il nous faut faire, sans pour autant nous déresponsabiliser des influences du milieu parental, des croyances religieuses et de la société.

1.1 - L'EMPREINTE RELIGIEUSE

De notre milieu familial résulte l'essentiel de notre culture pendant les premières années de notre vie.

L’empreinte d’une croyance religieuse va définir une partie de notre dépendance, un cadre moral, des actions qui peuvent être tout autant généreuses que belliqueuses.

Mais, déterminer un espace de liberté dans lequel on s’autorise à réfléchir n’en définit-il pas les limites ? Il en va ainsi pour toutes les croyances religieuses.

Les conflits interreligieux qui se poursuivent sans interruption depuis des millénaires sont la représentation la plus cruelle de l’aliénation, car ils mettent en exergue l’appropriation des vérités. Et qui détient « la vérité » délimite son espace de liberté et celui des autres.

L’utilisation de la terreur comme moyen d’asservissement a caractérisé certaines religions. Cependant, on peut s’interroger sur la pertinence de concepts tels que les « Sept princes de l’enfer¹ » dans la vie quotidienne contemporaine.

Pourquoi constate-t-on le retour « du religieux » dans nos sociétés ? Il semble qu’elles soient incapables de répondre à nos peurs émergentes face à des situations méconnues depuis plus de 70 ans.

Faut-il pour autant se résoudre au désordre et à l’errance ?

Nous aurions cependant moins de tensions dans le monde si, à défaut de la laïcité, ceux qui ont besoin de croire passaient des religions monothéistes aux religions polythéistes. Les premières idéalisent un Dieu contraignant les fonctionnements naturels des humains et les mettent en situation de culpabilité et d’hypocrisie permanente, alors que les secondes reflètent

1. Les « Sept Princes de l’Enfer » sont un groupe de démons puissants, dont les noms et les attributions varient selon les traditions, mais qui sont souvent liés aux sept péchés capitaux

les fonctionnements humains par l'incarnation de multiples divinités, fruit de leur imagination et de leurs besoins.

Une aliénation aux conséquences moins traumatisantes.

1.2 - QUI SONT TES PARENTS

«Au nom du Père» disent certains en omettant à tort «au nom de la Mère».

Du début à la fin de notre vie, nos parents sont présents.

Consciemment ou non, leurs histoires, leurs empreintes seront notre grain, que l'on aime sa saveur ou non.

À nous de faire en sorte d'accommoder les plats, de ne pas garder un goût amer, une appétence insatisfaite, une rancœur tout au long de notre vie.

Cette dépendance, cette influence, parfois nous les subirons, parfois nous en profiterons dans ce qu'elles ont de bon, de beau, d'enrichissant.

Gardons-nous de la culpabilité de parfois ne pas aimer, de ne pas partager, de ne pas soigner, divers états qui peuvent nous conduire à des aliénations dévastatrices proches de l'esclavage

1.3 - L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

De cette première ouverture culturelle sur la vie – ou fermeture devrais-je dire – va-t-on vivre un enfer dès le plus jeune âge, marqué par la terreur, la faim et, pour le moins, l'in-

compréhension dans un environnement brutal, voire mortel, comme l'illustre terriblement le territoire de la bande de Gaza, les mines en République démocratique du Congo ou bien d'autres territoires du monde ?

L'Organisation internationale du travail estime que près de 50 millions de personnes² vivent actuellement en situation « d'esclavage moderne », c'est-à-dire qu'elles travaillent sous contrainte de survie dans l'extraction de matières premières ou dans des travaux divers au profit de « maîtres ».

ALORS QUE CERTAINS,

Bénéficient d'une organisation sociale où la survie n'est pas un enjeu.

L'Occident bénéficie de cet environnement plutôt clément depuis la Seconde guerre mondiale, en raison notamment de la lutte des classes qui l'a favorisé. Pour ceux qui ont pu suivre des études et des formations professionnelles, plus nombreux ont été les choix ; cependant, l'empreinte qui résultera de leur activité les maintiendra dans un cercle intellectuel défini.

Quand des policiers se reçoivent entre eux, leurs conversations portent essentiellement sur leur métier ; lorsque des personnes impliquées dans l'activité du secteur automobile se rencontrent, elles parlent mécanique, marché, modèles ; il en va de même pour des médecins... et quand des hommes impliqués dans la vie politique se rencontrent, ils « rêvent » à voix haute...

C'est un peu simpliste, mais pertinent et récurrent.

2. <https://www.ilo.org/fr/resource/news/50-millions-de-personnes-dans-le-monde-sont-victimes-de-lesclavage-moderne>

L'enfermement culturel guette chacun dans l'expression de son activité professionnelle.

Cependant, la culture du travail varie considérablement selon les régions et les engagements professionnels peuvent avoir des effets divers. Certains, au sein de l'entreprise, rechignent à prendre des vacances, comme parfois au Japon ; d'autres prennent 15 jours auxquels s'ajoutent 11 jours fériés comme en Amérique du Nord, et d'autres bénéficient de 5 semaines de congés payés et 9 jours fériés... Cette culture produit deux principaux objectifs : s'intégrer à la société et « posséder ».

Le système capitaliste, principalement pratiqué chez les 27 pays européens, porte en sa fonctionnalité une forme d'aliénation. Déjà en 1968, lors de l'entretien avec Michel Droit³, le général de Gaulle faisait référence à ce point :

« Le capitalisme dit : grâce au profit qui suscite l'initiative, fabriquons de plus en plus de richesses qui, en se répartissant par le libre marché, élèvent en somme le niveau du corps social tout entier. Seulement voilà ! La propriété, la direction, le bénéfice des entreprises dans le système capitaliste n'appartiennent qu'au capital. Alors, ceux qui ne le possèdent pas se trouvent dans une sorte d'état d'aliénation à l'intérieur même de l'activité à laquelle ils contribuent. »

Le système a tenté de pallier cette brutale réalité par l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959 qui instaure en France un système facultatif d'intéressement dans les entreprises privées.

3. Michel Droit, écrivain, journaliste et académicien français et l'interlocuteur de prédilection du général de Gaulle lors d'entretiens télévisés en direct du palais de l'Élysée.

La « participation » obligatoire viendra plus tard (ordonnances du 17 août 1967) mais est-ce suffisant pour donner le sentiment d'un réel gain ?

Cela ne semble pas être le cas pour une majorité de salariés.

1.4 - Nous

Puis il y a NOUS, tous ces repères affectifs et physiques dont nous avons besoin chaque jour, pour ne pas dire à chaque instant, pour que notre « ressenti » soit supportable.

Serions-nous capables, en fermant les yeux, de passer en revue tous ces gestes quotidiens, toutes ces choses auxquelles nous portons attention, et qui, consciemment ou inconsciemment, nourrissent une forme de réconfort ou l'inverse ?

Distinguons nos habitudes qui, lorsqu'elles sont contrariées, démontrent une aliénation, et celles que nous ressentons comme un besoin justifié et qui, jusqu'à un certain point, maintiennent notre équilibre physique et mental.

Le sport, par exemple, permet un équilibre entre fatigue et santé, donnant un sentiment de bien-être.

Elle -ou il- a dépassé le stade de la paresse naturelle ou du « bon » prétexte évoqué pour ne rien faire et qui culpabilise.

Nos aliénations « affectives » sont multiples et vont de la relation à l'autre, à ses enfants, à celui ou celle avec qui l'on vit ou, plus généralement, avec ceux que l'on côtoie.

Elles portent sur la construction propre à chacun de la relation, qui peut aller de l'abêtissement à l'éloignement.

Quoi de plus naturel que de s'occuper avec amour, devoir et responsabilité de ses enfants? Cependant, jusqu'où faut-il aller pour ne pas atteindre l'altération de son jugement, de son comportement, de son indépendance?

On n'écarte pas également les transferts au profit d'animaux domestiques pour lesquels l'expression « devenir esclave de son esclave » est un sujet.

Ce jeu de rôle inversé envers ceux que l'on aime est significatif.

On ne pourra également pas laisser sous silence l'expression de la sexualité, qui atteint parfois le stade d'une nécessité irraisonnée, pulsionnelle et incontrôlable, ouvrant la voie à la frustration et à tous les excès.

Ensuite, il y a ce qui paraît d'abord être une source de plaisir temporaire, mais peut entraîner une dépendance, comme l'alcool, les drogues douces ou dures.

On voit le chemin à parcourir pour avoir le courage de constater ce dont on ne peut plus se passer et qui revêt un caractère problématique pour soi et son entourage.

Constatons, traquons nos zones de confort et assurons-nous de leur bienfait et non de l'inverse.

2 - L'ESCLAVAGE MODERNE

L'Europe me fait penser à notre cote breton que, du temps de ma jeunesse, nous calfatons chaque été sous la flottaison et dont nous superposons les épaisseurs de goudron qui finissaient par « tenir » la coque.

Il embarquait à la vague un peu plus chaque année, mais, nos habitudes et le charme aidant, nous ne voulions pas voir notre proche dépendance à la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) !

Hélas, depuis plus de cinquante ans, les pays européens font appel à des fonds nationaux et internationaux de « sauvetage financier » (sic) à titre onéreux.

Ils s'enfoncent eux aussi, deviennent peu manœuvrables et leurs capitaines respectifs mettent en danger les passagers, simplement pour rester fièrement à la barre. La Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie et maintenant la France, entre autres, ont déjà lancé des « *Mayday* » tout en continuant à écoper pour rester à flot !

Certains écopent mieux que d'autres, mais combien de temps encore les Européens vont-ils se concurrencer à coups d'intérêts particuliers, sans voir que la seule issue possible est de faire face économiquement aux grandes puissances que sont les Etats-Unis et le Bloc de l'Est qui court de Saint-Petersbourg à Pyongyang ?

2.1 - LES ÉVOLUTIONS

Notre Europe n'est plus guère riche que de son histoire ; nous avons perdu une grande partie de notre industrie, et ce qui en reste est menacé ; nos coûts de produits manufacturés sont trop élevés et nos sous-sols sont pratiquement exempts de matières premières dont nous avons un besoin vital.

Les tensions se confirment dans le monde occidental que l'on peut appeler « le monde de la croissance » ou « l'Ancien Monde », opposant l'économie du salariat à celle dite du capital.

L'échec est patent car, via leur états respectifs, 99,99 % des habitants d'Europe sont lourdement endettés ; ils creusent les déficits budgétaires un peu plus chaque année et, malgré cela, demeurent mécontents de leur propre situation économique. Jusqu'à quand va-t-on acheter la paix sociale par des emprunts massifs ? Attend-on que les prêteurs fassent défaut ?

Verra-t-on la révolte faire place à un autoritarisme fascisant sous peu ? C'est en cours !

Combien de régimes démocratiques seront ainsi gagnés par cette évolution, en raison de leur incapacité à se remettre en question, à oser expliquer les constats et à travailler à les résoudre ?

Cette tension est amplifiée, voire submergée, par les avancées technologiques en matière de robotique, d'intelligence artificielle et, par voie de conséquence, industrielles à l'ouest comme à l'est.

« Il existe peut-être un métier dans le monde que l'IA ne changera pas, mais il ne me vient pas à l'esprit », dit Doug McMillon⁴.

En effet, toutes les activités humaines vont directement ou indirectement se trouver impactées, de leur conception jusqu'à leur matérialisation.

Un pas vers l'idée de l'auteur Yuval Noah Harari : *« l'humanité sera divisée entre une super-élite d'humains améliorés et une masse de gens inutiles... »*⁵

Pourquoi les systèmes capitalistes occidentaux poursuivent-ils encore aveuglément en 2025 ce qui semblait supportable les soixante dernières années ? Ne voit-on pas que, pour l'Europe plus particulièrement, nous passons d'une géopolitique de la croissance à une géopolitique de la subsistance ?

Nous savions pourtant lire quand, en 1973, l'ancien ministre de la Justice Alain Peyrefitte écrivait *Quand la Chine s'éveillera, puis en 1996 La Chine s'est éveillée*.

Apparemment, pas les Européens !

Saurons-nous mieux « lire » les Etats-Unis du président actuel ?

Ce monde d'aujourd'hui, composé de pays totalitaires riches en ressources naturelles et à la population abondante, s'impose dorénavant à la pointe de la technologie et devient irratractable, tant les investissements sont gigantesques.

4. Doug Mc Millon est le patron de la chaîne américaine de supermarchés Walmart s'exprimant devant les cadres de l'entreprise en septembre 2025

5. Tiré du livre « HOMO DEUS », 2015

Depuis 40 ans, forts de nos technologies avancées, nous avons estimé, en Occident, qu'il était logique de décentraliser tout un pan de notre industrie de transformation dans les pays aux coûts salariaux peu élevés.

Ce phénomène s'est accentué, entraînant une arrivée massive de produits de qualité sur le marché européen, à des prix face auxquels l'Europe ne peut s'aligner, avec pour conséquence immédiate une augmentation du pouvoir d'achat.

N'a-t-on pas pensé que ces pays à qui nous donnions les moyens de se développer maîtriseraient et se passeraient donc de nos technologies et porteraient en 2024 le coût total annuel du chômage en France entre 80 et 100 milliards d'euros, en cumulant les indemnisations par l'Unédic (qui gère le régime français d'assurance chômage), les subventions de l'État (France Travail, etc.), les politiques de l'emploi et de formation et le coût fiscal indirect (pertes de recettes) ?

Alors que faire, comment redevenir compétitifs... ?

Qui a exprimé une opposition vigoureuse à ce phénomène qui a entraîné la fermeture de nombreuses usines ?

Quel homme politique a eu le courage de dire que ce phénomène aurait un effet secondaire qui, par le chômage induit, coûterait tellement cher à chacun et, en l'état actuel, coûterait beaucoup plus cher que le surcoût d'un produit fabriqué localement ?

Qui, durant ces dernières décennies, sonnait, tel Roland à Roncevaux, pour alerter sur cet effet d'aubaine qui s'avère suicidaire ? Personne. Personne d'audible en tout cas !

MAIS, l'aurait-on écouté et entendu ?

POINTONS UN CONSTAT MAJEUR,

En 2025, il faudrait des centaines de milliards supplémentaires dans chaque budget des États pour satisfaire et maintenir le niveau de vie atteint par les Européens.

C'est-à-dire pour réduire les déficits budgétaires, payer les intérêts des emprunts, commencer à les rembourser et investir pour maintenir l'existant et anticiper l'avenir.

Nous touchons là le cœur du déni des « politiques », et pourtant nous les entendons au sein de chaque parti dire « il faut dire la vérité... » et tout le monde se satisfait du mensonge, car la vérité fait trop peur et le courage fait défaut.

C'est certain, la situation est anxiogène, car les constats bouleversent la continuité de « l'Ancien Monde » et rares sont ceux prêts à se battre pour « le nouveau monde européen ». Nos peurs rôdent, parfois nous submergent, annihilent notre lucidité et notre intelligence et masquent le chemin.

Justes humains nous sommes, et, en l'espèce, il va falloir se reprendre, accepter de bâtir une nouvelle organisation sociale pour survivre à cet enfermement.

Les Européens, coupables d'une telle situation ? non, mais responsables, certes oui !

Nous parlons d'une RÉVOLUTION qui touchera toutes les classes sociales sans exception.

2.2 - L'ÉTAU

2.2.1 – AUX ETATS-UNIS

Nos « amis » d'Amérique ont une dette publique d'environ 37 400 milliards de dollars (USD) en 2024 avec un déficit de 6,4 % du PIB et un déficit budgétaire d'environ 1 900 milliards dont des intérêts à payer d'environ 952 milliards de dollars en 2025.

Waouh!

Avec de tels résultats, est-il surprenant qu'ils veuillent améliorer leur situation ? Apparemment oui pour les Européens, qui n'avaient pas imaginé un changement de paradigme. Outre une augmentation pénalisante des droits de douane réclamés sur les importations, les Américains réduisent leurs engagements financiers au sein de multiples organisations dont nous avons tous besoin dans le monde.

La brutalité des décisions prises par la nouvelle présidence nous a tous surpris et nous oblige à sortir de ce paternalisme confortable.

Nous avons constaté que les interventions militaires américaines s'étaient soldées par des catastrophes humanitaires au Vietnam, en Afghanistan ou en Irak, avec pour conséquence, dans ce dernier cas, d'embraser tout le Moyen-Orient durablement.

Certes, nous n'avons été que partiellement engagés dans ces croisades qui, au nom d'un idéal relevant de la démocratie chrétienne et d'intérêts économiques, voulaient écrire « l'Histoire » de ces peuples, faisant fi de leur culture.

Les Européens auraient dû comprendre que le chemin pris par les États-Unis obligeait à se distinguer philosophiquement et économiquement de nos sauveurs d'hier.

Penser qu'à l'identique de nous autres, leur fuite en avant sur le plan économique serait éternelle n'est pas une erreur, mais une faute.

L'orientation philosophique des États-Unis, par le gouvernement en place, nous interpelle tant elle se rapproche du comportement des régimes totalitaires de l'Est envers leur population. Toutes les actions entreprises éloignent l'État de droit et la laïcité auxquels une majorité d'Européens sont attachés. Tous les secteurs sont touchés, avec des annonces officielles dont certaines justifieraient des poursuites pénales en Europe :

- Restriction des droits électoraux dans certains États comme en Géorgie, au Texas ou en Floride ;
- Remises en cause de l'indépendance judiciaire par des pressions politiques sur des juges au niveau fédéral comme à celui de la Cour suprême, par des nominations hyper-partisanes ;
- Surveillance et atteintes aux libertés civiles avec des violations du Quatrième Amendement ;
- Utilisation extensive des décrets présidentiels ;
- Décisions de la Cour suprême favorisant la religion :
 - financement public indirect d'écoles religieuses ;
 - politiques favorisant certaines convictions religieuses ;
- Chantage au moyen de pressions économiques sur tous les médias pour s'assurer de la « bonne parole » ;

- Énoncé d'encouragements belliqueux envers les représentants LGBTQIA+ et le « wokisme » au sein de l'armée et plus généralement dans la société américaine;
- Chantage « terroriste » envers des pays qui ne suivraient pas les directives du gouvernement américain concernant des situations pourtant internes, comme des décisions de justice. Comme au Brésil qui, en juillet 2025, a vu les droits de douane de ses exportations aux Etats-Unis augmenter de 50 % en représailles aux poursuites lancées contre l'ex-président Jair Bolsonaro⁶... Avant d'être annulés en novembre.

Les conséquences de ces dernières prises de position obligent à parler de terreur, en ce sens que les conséquences sont humanitaires. En effet, assujettir un pays à des droits de douane insupportables pour des denrées vitales, à l'observation de diktats portant sur la politique et la justice d'un pays, comment nommer cela ?

Une atteinte à la souveraineté d'un État.

Comme le résume Piotr Smolar⁷ , « entre purges au sein du renseignement, dérive autoritaire et politisation des institutions, l'administration actuelle bouleverse en profondeur les fondations de la démocratie et consacre un nouvel adversaire fantasmé : l'ennemi intérieur »

6. Condamné depuis à 27 ans de prison.

7. Tiré d'un article de Piotr Smolar, correspondant à Washington publié le 19 octobre 2025 dans *Le Monde*.

Les États-Unis se placent en conquérants et non plus en soutien de la planète au titre de :

- premier exportateur de gaz liquéfié, deuxième pour le pétrole brut, détenteur de charbon, de cuivre, d'uranium, de quelques terres rares, du lithium, du phosphate... bref un sous-sol riche ;
- première puissance militaire mondiale, bien que talonnée par la Chine ;
- premier investisseur dans diverses technologies par le biais des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et Nvidia (la première entreprise au monde à franchir le cap symbolique des 5 000 milliards de dollars de valorisation boursière ; plus que le PIB de la France).

Imposer des taxes à l'importation perturbant l'économie de nombreux pays, projeter les annexions du Canada pour son eau et du Groenland pour son sous-sol et sa position stratégique, s'annoncer comme le « faiseur de paix » dans le monde à des fins économiques : Autant de constats qui creusent le fossé avec la philosophie et les moyens d'une majorité des pays européens.

2.2.2 - À L'Est

Nous parlons d'un Est qui va de Saint-Petersbourg à Pyongyang. Des pays gouvernés par des présidents à vie, présentant toutes les caractéristiques de régimes totalitaires et dans lesquels le « rapport de force » s'impose.

La Russie multiplie les actions guerrières de différents types comme en Tchétchénie, en Ukraine, mais d'autres sont menées envers l'Europe comme ses actions hybrides qui mélangent le militaire avec :

- Des campagnes de désinformation, de propagande et fake news destinées à manipuler les perceptions ;
- Des actions cybernétiques qui sabotent, espionnent et attaquent les installations ;
- Des actions psychologiques et d'influence qui consistent à diviser et démoraliser par des infiltrations et des soutiens politiques ;
- Des actions économiques et énergétiques qui consistent en des sanctions sur les approvisionnements en pétrole ou en gaz.

Qu'elles soient indirectes, comme évoquées précédemment ou physiques, tel le survol des territoires par des drones, ou la présence de sous-marins ou de navires espions près des côtes, ces actions sont observées.

Nous flirtons dangereusement avec l'accident qui peut embraser l'Europe, sachant que « l'atome » n'est jamais loin.

Contre quoi devons-nous nous prémunir, quand on sait que la Corée du Nord et la Chine aident la Russie après nous avoir industriellement colonisés ?

De son côté, la Chine n'hésite pas, au Tibet et en région autonome ouïghoure du Xinjiang, à mener une répression terrifiante et à maintenir un régime centralisé qui garde la population sous sa férule.

La Chine se place également comme challenger des Etats-Unis sur quasiment tous les plans, avec un avantage conséquent : l'importance de sa population.

Elle forge des alliances économiques et militaires avec des pays autocratiques représentant plus de 3 milliards d'habitants de notre terre dont l'Inde, la Russie et la Corée du Nord.

Son premier objectif consistait à inonder le monde de produits manufacturés à des prix que l'Occident ne pouvait proposer.

Il s'est réalisé au-delà de ses espérances et le piège s'est refermé. À présent, ses ambitions sont multiples :

- Maintenir une croissance soutenue autour de 5 % par an – un rêve pour nous Européens ;
- Atteindre l'autosuffisance technologique : avancer dans l'industrie des semi-conducteurs, l'intelligence artificielle, l'énergie verte, la 5G/6G et la robotique (300 000 robots construits en 2024 avec l'assistance de l'IA pour améliorer leur efficacité et leur rentabilité pour l'utilisateur!) ;
- Renforcer son influence internationale : via l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie, mais aussi en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient ;
- Gérer la rivalité avec les États-Unis : éviter une confrontation directe mais s'affirmer comme puissance alternative ;
- Créer un bloc de partenariats stratégiques avec la Russie, l'Iran et les BRICS (un groupe de coopération géopolitique et économique) élargis ;
- Moderniser l'armée d'ici 2027 : année centenaire de l'Armée Populaire de Libération et année clé, con-

sidérée par Pékin comme une étape vers une armée «prête pour d'éventuels conflits» (notamment avec Taïwan);

- En cybersécurité : se protéger des sanctions et cyberattaques occidentales, développer sa souveraineté numérique.

La manifestation de force à Pékin en 2025 à l'occasion des «80 ans de la fin de la Seconde Guerre mondiale», présidée par son «Grand Timonier» – encadré par le président russe et celui de la Corée du Nord – situe son deuxième et présent objectif : imposer ses valeurs morales et son modèle politique au reste du monde.

Or, on ne peut pas dire que la politique de la Chine corresponde aux valeurs occidentales de la première moitié du xx^e siècle et il en va de même pour son soutien à l'envahisseur de l'Ukraine ou sa collaboration avec la Corée du Nord.

Même si une analyse objective des différentes interventions des pays occidentaux dans le monde depuis le milieu du xx^e siècle conduit à soulever la question : Sont-ils si différents de nous ?

Des paramètres bien anxiogènes à intégrer dans nos réflexions sur notre devenir, tant économique que physique.

2.2.3 – NOUS, EUROPÉENS

a) Le capitalisme

L'Union européenne représente un marché de près de 450 millions d'habitants. La majorité des États qui la composent fonctionnent sous un système capitaliste, poursuivant principalement l'objectif d'une croissance économique accrue, afin de garantir et d'améliorer le niveau de vie de leurs citoyens.

Cependant, cette croissance n'a pas été à la mesure des promesses faites par les politiques et il a donc fallu recourir massivement à l'emprunt pour « acheter » la paix sociale.

On constate que, malgré cela, les structures sont attaquées dans leur fonctionnalité et le mécontentement s'exprime déjà dans les rues.

Les équilibres maintenus bon an mal an depuis la dernière guerre mondiale chancellent.

En 2025, la plupart des dépôts garantis par les États proposent des rentabilités égales ou inférieures au taux d'inflation de chaque pays, provoquant souvent une perte en valeur absolue.

En France, le livret A cumule 445,4 milliards d'euros de dépôts rémunérés à 1,70 % net d'impôt et de charges sociales pour une inflation de 2 % en 2024 et une estimation à 1,4 % en 2025. On pourrait penser que, dans un système capitaliste, les dépôts devraient rapporter plus que 0 % sur deux ans.

Dans le projet de loi de finances 2025, le gouvernement français anticipe un emprunt d'environ 440 milliards pour

combler le déficit d'environ 160 milliards et refinancer environ 250 milliards, à un taux de plus de 3 %.

Certains sont mieux lotis que d'autres !

Peut-on dire qu'un budget qui fera ressortir en France un tel déficit permet de se satisfaire de 20, 44, 100 milliards d'économies pour l'exercice 2026 ?

Comment peut-on continuer à écouter ces bonimenteurs qui n'osent pas dire qu'il faut taper dans toutes les couches de la société pour viser un équilibre budgétaire tenant compte d'une faible croissance, estimée en France à 0,6 % en 2025 ?

Il est bon de garder en mémoire les mesures imposées à la Grèce par l'Union européenne (UE), la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI) (souvent appelés ensemble la « Troïka ») en échange des plans de sauvetage entre 2010 et 2018.

Ces prêts destinés à prévenir la faillite de la Grèce ont été assortis de mesures d'austérité et de réformes structurelles :

1. Réduction des dépenses publiques

- Baisse des salaires des fonctionnaires : plusieurs coupes successives, allant jusqu'à -30 % pour certaines catégories ;
- Gel des embauches dans la fonction publique ;
- Suppression de primes et treizièmes mois pour les salariés de l'État.

2. Augmentation des impôts

- Hausse de la TVA (jusqu'à 23 %, puis 24 %) ;
- Nouvel impôt foncier sur la propriété immobilière ;
- Réduction des niches fiscales et lutte contre la fraude fiscale.

3. Réformes économiques et structurelles

- Privatisations massives : vente d'actifs publics (ports, aéroports, compagnies d'énergie, etc.) ;
- Libéralisation du marché du travail : facilitation des licenciements, réduction du salaire minimum (baisse d'environ 22 %)
- Baisse des pensions de retraite jusqu'à 40 % pour certaines catégories ;
- Passage à 40 années de cotisations pour bénéficier d'une retraite.

Globalement, l'objectif était de réduire la dette publique (qui dépassait 180 % du PIB) et de rétablir la compétitivité de l'économie.

On retrouve des mesures assez similaires lors de la crise en Espagne en 2009. Son gouvernement a été contraint de mettre en œuvre, années après années, un mix de mesures socio-économiques : flexibilité du travail, contrôle des pensions, réduction des dépenses publiques, retraite à 67 ans.

Ces mesures pourraient être encore plus sévères venant de créanciers aux intérêts divergents de ceux des membres de l'Union européenne.

Au fil des générations, le confort relatif actuel tend à gommer les progrès réalisés, et l'éventualité d'une remise en question des acquis n'a pas encore été envisagée.

Nombreux sont les pays européens qui vivent à crédit depuis des décennies. La France s'illustre avec son premier déficit budgétaire qui remonte à 1974!

POURQUOI NOUS N'AVONS PAS D'AUTRES CHOIX

Il faut unir tous les Français pour établir un nouvel équilibre, ignoré à ce jour par les partis politiques, même les plus extrêmes. Un pacte social réussi inciterait d'autres pays européens à suivre l'exemple, sachant que nous n'avons guère d'alternative à ce choix, car l'étau se resserre. Pas d'autre chemin que d'améliorer le revenu du travail au détriment de celui du capital.

Nous constatons que les conséquences de mouvements sociaux d'un pays percutent et altèrent tous les domaines de la société par les peurs qu'ils engendrent et la détérioration de l'économie qui en résulte.

Revoir la notion de capitalisation en rapport avec ce dont on a besoin pour vivre et non de posséder, s'impose.

Faire fructifier le surplus gagné non sur des marchés financiers mais dans des investissements productifs.

Réduire les coûts de production pour nous permettre un retour sur l'échiquier mondial, également.

Voilà différents enjeux auxquels nous devons faire face.

Il est nécessaire parfois de se rappeler que, si certains pays sont gouvernés par des régimes totalitaires ou sont en passe de le devenir, il n'en demeure pas moins que leurs comportements dans les relations internationales relèvent précisément d'un capitalisme forcené.

Il convient donc d'adopter une politique économique spécifique à l'Europe.

Une nouvelle équation rejoint celle de Navier–Stokes⁸ en raison de notre impossibilité d'anticiper pleinement les conséquences du changement climatique.

Le refuge dans le déni ne saurait effacer les bouleversements déjà constatés sur nos sociétés. Le manque d'eau, les catastrophes naturelles, la chaleur sont autant de facteurs qui vont redessiner notre organisation sociale, et le temps nous dira à quel prix!

Ces facteurs ont un impact important sur le pouvoir d'achat, une priorité pour la plupart des Européens. Le stress qui résulte de ces difficultés repousse au second plan les problèmes internationaux, et pourtant ils sont là, comme évoqués, impactant notre futur avec brutalité.

8. *Le principal objectif de cette équation est de décrire le mouvement des fluides.*

b) Les retraités

Les pensions de retraite, le plus souvent garanties en Europe par les États, ont pour objectif de permettre de vivre jusqu'à son dernier souffle à la mesure de ce que l'on a cotisé durant sa vie active. Cependant ce n'est pas toujours le cas en France avec la retraite par répartition.

POURTANT

Sur une population totale de 68,6 millions en 2025, nous avons 27,5 millions d'actifs, 2,5 millions de chômeurs et environ 17,5 millions de retraités.

Les Français ont épargné environ 113 milliards en 2024, dont plus de 20 milliards par les retraités. L'évolution de cette épargne est intéressante et interpelle.

Année	Épargne totale des ménages	Épargne des retraités	Déficit budgétaire de l'État
2015	85*	13	- 70
2016	90	14	- 69
2017	95	15	- 67
2018	98	16	- 76
2019	100	17	- 73
2020	130	22	- 178
2021	120	20	- 160
2022	115	19	- 151
2023	110	18	- 155
2024	113	20	- 160
2025	—	—	- 190 (estim.)

* En milliards d'euros

On a donc **27,5 millions d'actifs** qui cotisent selon le calcul de leur future retraite et financent les retraités actuels. Pour ce faire et couvrir le déficit du régime vieillesse en 2024, les Français empruntent environ 5 milliards via l'État alors que ces mêmes retraités épargnent environ 20 milliards! Notons que, depuis le début des années 1990, la branche vieillesse du régime général est en déficit, comblé par le budget de l'État, c'est-à-dire par l'ensemble des Français.

Par ailleurs, les cotisations perçues depuis 60 ans ont-elles tenu compte de l'espérance de vie? Si tel était le cas, nous n'aurions pas à recourir à l'emprunt en complément des cotisations en vigueur pour les payer!

La part salariale du taux de cotisation à la retraite de 6,90 %, inchangé depuis 2014, en effet n'a pas de lien direct avec l'espérance de vie, qui est estimée pour la France :

- en 1965 : ~ 67,3 ans pour les hommes, ~ 74,5 ans pour les femmes ;
- en 2025 : ~ 80,7 ans pour les hommes, ~ 86,3 ans pour les femmes (estimation moyenne).

Sur le fond, ne serait-il pas temps de considérer que ceux qui ont eu la chance, d'avoir des salaires élevés le doivent aussi aux salariés moins bien payés, et qui de ce fait, cotisent moins pour leur retraite?

Au sein d'une société où nous avons tous une interdépendance dans le cadre de notre activité professionnelle, ne serait-il pas logique :

D'avoir tous une même pension de retraite de base, quel que soit le montant de la cotisation obligatoire versée durant la vie active,

ET

De laisser le choix à chacun de cotiser dans le cadre de régimes complémentaires non obligatoires pour améliorer la pension de sa retraite ?

Selon la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques, la pension de retraite moyenne brute mensuelle s'élève à 1 666 € par mois (tous régimes confondus). Après prélèvements sociaux, cela correspond à 1 541 € nets. Mais il ressort que 34% des retraités perçoivent moins de 1 000 euros mensuels...

Un système de cotisations avec une répartition universelle de base, avec l'option de cotisations complémentaires capitalisées, serait adapté à l'économie de ce nouveau monde.

Voici un exemple de comparaison entre le système actuel et une retraite universelle de base à 1 300 euros par mois. (ce montant devant être calculé pour permettre à la branche retraite de la Caisse d'assurance vieillesse l'équilibre financier)

Une telle base correspond à un taux total de financement égal à 27,3 % de la masse salariale pour 27 millions de salariés et de 17 millions de retraités, et, fixons une cotisation complémentaire optionnelle de 10 %.

Indicateur	Système actuel	Universel + 10 % capitalisé
Cotisation totale (employeur + salarié)	40 %	27,3 %
Pension moyenne future	~1 300 €	~2 480 €
Nature du système	Répartition contributive	Répartition universelle + capitalisation personnelle

Une incitation fiscale profitant à des investissements structurants, comme dans les énergies renouvelables ou la production d'eau, pourrait contribuer à compenser et encourager la part capitalisée pour la rendre plus attractive.

Le système universel avec capitalisation redistribue mieux entre générations en rendant explicite le choix d'épargne complémentaire.

Les retraités aspirent à une paix sociale durable et doivent accepter que les paramètres d'hier n'ont plus cours, qu'ils sont les artisans d'une politique qui a induit la situation actuelle.

En endettant la France, ils ont bénéficié d'une amélioration de leur niveau de vie, certes profitable à l'ensemble de la société, mais à quel prix ?

Ne convient-il pas de comprendre tous ces facteurs avant de parler d'injustice ou de justice pour les retraités, les actifs et les jeunes générations ? Gardons à l'esprit que nos créanciers imposeront des mesures drastiques à leurs débiteurs sans aucune précaution humanitaire.

Faisons en sorte de prendre les mesures qui éviteront qu'un jour les actifs et les jeunes ne supportent plus cette situation et bloquent le système, non sans heurts.

c) L'Europe, les États-Unis et le Bloc de l'Est

Amorcée en 1950 et concrétisée en 1992, l'Union européenne est restée au milieu du gué. Les Européens, à la fois conscients des impératives nécessités et de leurs besoins, butent sur leurs éternelles peurs d'une perte d'identité.

Cependant, ces années ont permis aux Européens de bâtir des passerelles permettant d'exclure des guerres militaires internes, de gérer des crises économiques et de réguler partiellement des fonctionnements entre ses membres.

Mais le « menu du jour » n'est pas enthousiasmant et desserrer l'étau Est / États-Unis passe par un élan emportant bon nombre de particularités pour faire face aux menaces.

La dette publique brute combinée des 27 États de l'Union européenne s'élève à environ 14 800 milliards d'euros à la fin du 1^{er} trimestre 2025⁹, dont celle de la France pour environ 3 345 milliards.

Les 27 ont par ailleurs payé en 2024 environ 414 milliards d'intérêts, dont la France environ 58 milliards, avec une prévision d'environ 70 milliards¹⁰ en 2026. Le ratio pour chaque pays est différent en fonction de sa situation, mais autour de 54 % de la dette de la France est détenue par des fonds internationaux.

9. Selon Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne

10. Selon la Cour des Comptes

Parmi nos préoccupations, et pour comprendre notre manque de compétitivité, l'analyse des coûts horaires (salaires et charges) des entreprises et les congés alloués sont essentiels.

En Russie, on retient l'équivalent de 7,70 euros, en Chine 6,60, aux États-Unis 39 et en France 47 euros.

Les congés payés et jours fériés sont alloués comme suit :

En Russie, entre 36 et 40 jours ; en Chine, entre 16 et 26 ; aux États-Unis, entre 20 et 25 ; et en France, 36 jours.

Les taux horaires ainsi que le nombre de jours de vacances et jours fériés diffèrent également entre les pays européens, ce qui entraîne des tensions au sein de l'espace Schengen.

Des désaccords portent par ailleurs sur la fiscalité des entreprises qui déplacent leur siège social selon les avantages offerts. Les Européens ont cependant réussi à imposer à l'Irlande un taux minimum d'impôt sur les sociétés de 15 % depuis janvier 2014, au lieu, parfois, d'1 % avec des montages adéquats pratiqués afin d'attirer tous les sièges sociaux des rois de la Tech !

Aujourd'hui, la botte secrète de l'Italie illustre le propos... en proposant des avantages fiscaux incitatifs aux particuliers fortunés et aux entreprises qui y installent leur siège social.

« Nos pseudo amis », d'un simple claquement de doigts, l'un montera les droits de douane de 50 % ou plus et l'autre bloquera notre industrie et notre éclairage en l'absence d'uranium. Une possible alliance opportuniste pourrait provoquer des millions de chômeurs en Europe. Ils pourront décider de

mettre en place « un stylo » qui ouvrira une nouvelle page de l'histoire de France : « Maréchal, nous revoilà » ...

Ils prendront d'ailleurs la même plume, et c'est bien étrange et confusant.

Si notre bateau coule, des pirates nous repêcheront pour mieux nous astreindre à travailler pour eux. Ils nous maintiendront sous perfusions vitales que sont l'uranium, le gaz et le pétrole...

Les deux blocs pourront aussi privilégier tel ou tel des 27 qui correspond mieux à leurs besoins, et aussi les opposer jusqu'à les contraindre à se battre.

Sommes-nous prêts pour ce « nouveau monde », composé de pays aux régimes totalitaires et aux actions conquérantes ?

3 - LE DÉNI

3.1 - ESCLAVES DE NOS PEURS

Nous, Européens, ne sommes souffrants que de nos peurs non surmontées et de l'absence d'un projet réaliste donnant l'espoir de desserrer l'ÉTAU.

L'échiquier mondial que composent les puissances politiques affirme un changement de paradigme qui, bon an, mal an, fonctionnait depuis la dernière guerre mondiale.

«Aimons-nous les uns les autres» est un vœu pieux transgressé et bafoué à chaque instant à travers les siècles et dont les conséquences perpétuent le principe du «rapport de force».

De nouvelles considérations planétaires nous obligent à redéfinir le fonctionnement de nos sociétés au plus vite; notre courage est en jeu.

3.2 - FAIRE FACE AUX CONSTATS

Nous constatons l'impact de l'Est sur nous depuis des décennies, mais la nouveauté vient des États Unis...

La situation aux États-Unis se ternit, difficilement remis de leurs croisades au Vietnam, en Afghanistan, puis au

Moyen-Orient ; ils se glorifient aujourd’hui de succès pour la plupart éphémères dans différents coins du monde.

La démocratie est une force lorsqu’elle maintient l’État de droit, la laïcité et une équité sociétale ; une faiblesse, lorsque les forces politiques sont incapables de s’entendre pour en appliquer les règles vertueuses. Alors, l’autorité prend le relais avec sa cohorte d’obscurantisme, dressant « l’ordre public » contre une partie de la population. L’État de droit disparaît, s’impose la pensée unique, le repli identitaire et l’allégeance aux gouvernants pour survivre.

Des constats parmi tant d’autres :

- En février 2022, la Russie prolonge sa guerre en Ukraine. Les pays européens renforcent leur aide financière à l’Ukraine, entre 150 et 170 milliards d’euros, et revoient leurs budgets militaires, sans exclure un risque d’escalade avec l’Est.
- En octobre 2025, la Chine bloque son entreprise européenne pour la livraison de semi-conducteurs destinés aux véhicules fabriqués en Europe. En quelques jours, les constructeurs automobiles ont été contraints de mettre des milliers d’ouvriers en chômage technique, et demain des centaines de milliers...
Que faire, si ce n’est négocier sans aucune option ?
Le pétrole, l’uranium, le gaz, les terres rares sont déjà nos talons d’Achille...
- En octobre 2025, la France met en place une taxe sur

les importations des marques chinoises.

D'un simple appel téléphonique, la Chine peut annoncer les mesures de rétorsion si la surtaxe n'est pas annulée.

- En octobre 2025, l'Europe est survolée par des drones dont on ignore la provenance et le but de leur présence ; ils pourraient observer, transporter des gaz toxiques, répandre des virus... Nous n'avons eu aucun moyen de les intercepter d'une manière sécuritaire, même lorsqu'ils survolaient des bases militaires.
- En octobre 2025, deux agences de notation abaissent la note de la France avec pour effet de limiter l'accès à certains investisseurs et d'entraîner une hausse des taux d'emprunt et donc d'augmenter le déficit du budget.

Tant de constats anxiogènes à gérer permettent de comprendre le besoin de les ignorer pour respirer !

Une fois la respiration reprise, il est essentiel d'utiliser ces constats comme des outils de réflexion pour comprendre ce qui se passe, analyser notre situation d'Européens et l'accepter pour ce qu'elle est.

Les Européens vont devoir choisir entre le courage de surmonter leurs peurs ou le refuge dans le DÉNI, ce qui, en l'es-pèce, ne fera que différer l'inévitable.

Il est frappant de constater que, face à la gravité des enjeux, nombre de responsables politiques tendent à éluder leurs

devoirs et responsabilités ou à reporter les décisions cruciales. Cet évitement se manifeste souvent par des discours dilatoires, la recherche de boucs émissaires ou la mise en avant de circonstances atténuantes pour justifier l'inaction. En préférant la procrastination ou la minimisation des problèmes, ils cherchent à préserver leur image et à éviter d'affronter les conséquences impopulaires de choix pourtant indispensables. Ce comportement contribue à renforcer le sentiment de méfiance et de désillusion au sein de la population, qui perçoit alors un manque de courage et de vision chez ses dirigeants. Au lieu d'assumer pleinement leurs responsabilités, certains préfèrent s'abriter derrière le déni collectif ou la rhétorique rassurante, retardant ainsi la prise de mesures adaptées face aux défis majeurs auxquels la société européenne est confrontée.

Encore des peurs qui s'expriment de façons plurielles par un refuge dans les « croyances » qui défient la science, par de vaines discussions, par des constats desquels émerge une vérité rassurante : sa propre vérité.¹¹

Le déni prend parfois le chemin d'une affirmation péremptoire incontrôlable sur l'instant. Tu affirmes, tu oses et tu rassures certains, et parfois tu finis par te convaincre toi-même. Clamer son innocence avec force et conviction peut convaincre un auditoire, sans pour autant que ce dernier en connaisse la cause ; nos hommes politiques sont des professionnels de la persuasion...

11. Tiré de « *Peurs pour tous* », Didier Bensa, 2024

Nos sociétés génèrent des individus dont le mal-être se traduit par le fait de penser que les autres veulent les tromper, les démettre, les abattre, les aliéner, etc. Le complotisme ne s'arrêtera pas aux constats; il rejettera les preuves et considérera toute contradiction comme une preuve supplémentaire du complot. Il interprétera les événements comme le résultat d'un complot caché.

Le changement climatique, un complot!

Les conséquences de décisions politiques nécessaires à la réorganisation sociale, un complot!

Bref, tout serait dit pour nous tromper, mais dans quel but? Trouver une réponse, aussi absurde soit-elle, plutôt que faire face à « l'inconnu ».

Peut-on encore, de nos jours, ne pas considérer le changement climatique comme un facteur impactant nos conditions de vie et notre économie? Le coût des événements climatiques (catastrophes naturelles, tempêtes, etc.) en France en 2024 est estimé à environ 5 milliards d'euros par les assureurs, montant qui se reporte sur les cotisations des assurés et le Fonds de catastrophes naturelles abondé par l'État. Comment ne pas entendre le manque d'eau potable dans certaines régions et le manque d'eau pour l'agriculture? Là encore, on ne saurait faire fi de l'impact sociétal et économique.

Le changement climatique, une volonté divine, diront certains...

J'ai également entendu un économiste certifier que la dette de la France de 3 400 milliards pouvait largement être couverte

par les actifs constitués des bâtiments et œuvres d'art détenus par l'État...

Mais un créancier qui veut recouvrer sa dette procède à une estimation et se penche sur le compte d'exploitation qui, pour la France, fait ressortir un déficit récurrent. Sa première action sera d'actualiser la valeur des actifs et de faire en sorte que l'équilibre des comptes soit atteint au moyen d'économies touchant tous les secteurs, et notamment les acquis sociaux.

J'entends également : jamais la guerre, les dettes ne seront jamais remboursées, l'épargne des Français se monte à 6 000 milliards, alors il suffit de...

Ce qui surprend, c'est que ces complotistes n'excluent pas le constat des faits, et en nient leurs origines. Le déni est aussi là.

Donc le déni, essentiellement issu de nos peurs, se niche partout où cela nous arrange.

4 - COMPRENDRE POUR ACCEPTER

Vous pouvez boire les paroles d'un gourou qui répond à votre besoin d'être rassuré sans bien comprendre ce qu'il dit et où cela mène.

Mais visons plutôt l'objectif de comprendre notre situation. Avons-nous réalisé que le bloc de l'Est et les Etats-Unis sont devenus pour nous des belligérants, tant économiques que physiques?

Et au centre, un marché de 448 millions d'habitants qui fonctionne à crédit sous des régimes politiques capitalistes qui ne font plus que nourrir « un espoir » envers leurs habitants.

En France, par exemple, TOUS les partis « promettent » afin d'être élus, mais aucun n'est crédible à terme sur le devenir économique de la France.

Le jeu sinistre auquel on assiste me fait penser à la balance de mon grand-père pâtissier avec ses plateaux et poids en cuivre. Chacun balance à droite comme à gauche divers de ces poids sans jamais vraiment avoir posé le poids le plus gros du déficit en 2025.

Un jour, on met 44 milliards d'un côté, puis un autre 20 le lendemain et, au final, avec les ajustements, le déficit poursuit sa route vers les abîmes.

Certains prônent une révolution, mais se rendent-ils compte que ce qu'ils proposent demeure le même système obsolète pratiqué depuis des décennies, à savoir prendre aux uns pour donner aux autres en faisant fi de la réalité économique. Le principe des vases communicants implique la présence de l'eau ! Une impasse, sans espoir, sans ambition, sans projet, un marché de dupes pour le monde du travail qui pense être défendu alors que se profilent des contraintes imposées par les créanciers.

Les « politiques » pourront-ils s'exonérer pour autant de toute responsabilité ?

Voyons comment éviter de devenir les esclaves de nos créanciers et comment baisser le coût du travail et harmoniser les fiscalités en Europe.

Les moyens relèvent d'une « **révolution culturelle** » douloureuse et, in fine, salvatrice. Les retraités, les salariés, les rentiers, les financiers doivent être mis à contribution.

Chaque disposition prise individuellement semble impossible et cependant, sur la balance, la cohérence s'impose.

Pour accepter, gardons à l'esprit l'absolue nécessité d'absorber les déficits et de réduire les dettes au regard de l'emprunt de plus de 440 milliards prévus en 2026, constitué :

- Du déficit prévisionnel de l'année (170 -190 milliards d'euros) ;
- Des dettes arrivant à échéance (environ 250 milliards d'euros) ;
- Des ajustements de trésorerie (quelques milliards).

Les actions à mener portent sur :

Le retour sur les acquis sociaux

1. Revenir à 4 semaines de congés payés et supprimer 2 jours fériés : Cela représente un gain de productivité de 2,8 % pour les entreprises qu'il convient de répercuter sur les prix de vente.
2. Maintenir la réforme des retraites à 64 ans avec quelques ajustements au cas par cas, et à 66 en 2030.

L'augmentation du pouvoir d'achat

1. Appliquer une augmentation du SMIC de 15 % sur deux années avec un barème progressif pour une augmentation au-delà de 1,5 du SMIC : Le gain pour la Sécurité sociale serait d'environ 2 milliards d'euros et le coût pour les entreprises d'environ 9 milliards d'euros, mais dont les salariés en retour, auront travaillés 7 jours en plus annuellement.
2. Le pouvoir d'achat saura bénéficier de la baisse des prix répercutée sur les produits fabriqués au pays.
3. Baisser la TVA de 5,5 % à 2,1 % sur divers produits alimentaires constituant « le panier essentiel » de base pour un coût d'environ 6 milliards d'euros.
4. Intensifier les constructions de logements pour faire baisser les prix des locations et acquisitions.
5. Payer les heures supplémentaires dues par l'État à ses agents pour obtenir le label d'un « bon employeur » ; nous parlons d'environ 1,1 milliards d'euros.

Les pensions de retraite

1. La suppression des 10 % d'abattement progressif pour les retraites qui touchent plus de 1,5 du SMIC représente un gain d'environ 0,5 milliards d'euros par an.
2. La taxation additionnelle progressive de 5 % sur les retraites au-delà de 2,5 fois le SMIC représente un gain d'environ 0,5 milliards d'euros par an.
3. L'incitation et l'organisation des retraités au bénévolat deux jours par mois représenteraient un gain de plusieurs milliards.¹²

La fonction publique

1. Ramener sur 3 années le coût du fonctionnement de l'État à la moyenne européenne, de 57,3 % du PIB à 49,5 %, représente un gain de 226 milliards d'euros, soit d'environ 75 milliards d'euros par an.
2. Ouvrir un débat sur l'AME (Aide médicale d'État) pour les 400 000 étrangers en situation irrégulière avant d'en durcir les conditions d'accès.

Autres

1. Étudier des défiscalisations partielles pour des industries ou services qui servent l'ensemble des pays, telles que des usines de désalinisation pour de l'eau potable ou grise pour l'agriculture, et booster le développement des énergies renouvelables.
2. Contraindre les entreprises à consacrer leur marge bénéficiaire à l'investissement destiné à la productivité

12. Tiré de « *Peurs pour TOI, Peurs de TOI* », Didier Bensa, 2024

ou à la baisse des prix de vente, de façon à les rendre plus compétitives sur le marché mondial durant plusieurs années.

3. Plafonner la distribution de dividendes durant cette période au profit d'une amélioration de la compétitivité et donc, à terme, de la valeur de l'entreprise.

Quelques taxations et économies peuvent s'étudier :

- a. Supprimer les holdings familiales, limiter la portée du Pacte Dutreil ;
- b. Revoir l'échelle des droits de succession ;
- c. Mise en place de contrôles sur la baisse effective des prix des biens manufacturés, à la suite de la baisse du coût de la main-d'œuvre ;
- d. Réduire les niches fiscales, ce qui représenterait un gain d'environ 10 milliards d'euros ;
- e. Augmenter le prélèvement forfaitaire unique (PFU) dit « flat tax » sur les revenus du capital de 30 % à 35 %, ce qui représente environ 6 milliards d'euros ;
- f. Supprimer partiellement certaines niches fiscales immobilières (Pinel, LMNP, etc.), ce qui représente environ 5 milliards d'euros par an ;
- g. Revoir partiellement le barème des dividendes pour hauts revenus, ce qui représente environ 4 milliards d'euros par an ;
- h. Réduire les exonérations sur les plus-values mobilières représente, ce qui représente environ 5 milliards d'euros par an ;
- i. Créer une contribution exceptionnelle des grandes

fortunes (type ISF «version ciblée») ce qui représente environ 10 milliards d'euros par an ;

- j. Lutter plus activement contre l'évasion fiscale et l'optimisation agressive, ce qui représente environ 5 milliards d'euros par an.

ET SI nous tirons profit des constats exposés et des objectifs listés partiellement ci-dessus, nous pourrions accepter **ce nouveau monde** et agir.

Nous en sommes là.

ÉPILOGUE

D'un côté, les faucons deviennent des vautours et, de l'autre, les ours épousent les dragons. Ce n'est pas une utopie, ni le fruit d'une imagination débordante, mais bien le résultat de nos constats.

Il n'est plus temps d'entonner l'Internationale contre le capitalisme, mais bien de faire chanter les Européens à l'unisson contre la terreur économique qui nous oppresse déjà et qui peut nous réduire à une simple main-d'œuvre d'opportunité.

Tout comme les hommes politiques, les syndicats ont le devoir d'exposer les constats et de soulever les questions sur notre capacité à nous adapter à ce nouveau monde ; à définir un chemin pour survivre, à refuser par la lutte, l'intelligence et l'adaptabilité, d'être mis en esclavage. Ils ont également le devoir de faire comprendre qu'il va falloir travailler plus, en contrepartie d'un salaire plus important

L'effort sera porté par toutes les catégories sociales de la société, sans exception, avec pour axe directeur l'amélioration du revenu du travail par rapport à celui du capital.

Avoir le courage d'exposer ces constats équivaudrait à un suicide politique, MAIS ne pas le faire conduira à un suicide collectif.

Où vais-je trouver le courage et la force pour imposer le changement nécessaire pour stigmatiser la sinistre comédie jouée devant nous par les politiques?

Chaque Européen constate, à l'issue de sa journée de travail et quels que soient ses efforts, que sa dette augmente. Quelle frustration !

Est-ce supportable, est-ce le futur que nous proposons? On comprend que beaucoup de jeunes aient une approche du travail moins engagée. Et pendant ce temps, nous démontrons jour après jour, dans les Assemblées, notre incapacité à nous réformer.

Luttons pour notre liberté, ou pour ce qu'il en reste, pour nos enfants et nos petits-enfants, afin qu'ils puissent encore éprouver ce ressenti, aussi relatif soit-il.

Nés au bon endroit, au bon moment, nous autres Européens, ayons conscience, envers des milliards d'habitants du monde, de cette dette que jamais nous ne rembourserons, mais ne nous laissons pas pour autant asphyxier et réduire en esclavage. Sortons de la lutte des classes portée réciproquement par tous les partis européens depuis la seconde guerre mondiale.

Pour une future Europe constituée de 27 États fédérés, le chemin de la survie en liberté passera prioritairement par une détermination à harmoniser entre ses membres leur politique économique afin de sortir des déficits chroniques, une industrie de l'armement pour faire face à toute agression et une fiscalité éliminant les rivalités internes.

Pensons aux générations futures, en confrontant « nos vérités » à la réalité de la situation de l'Europe dans le monde.

Le mot courage est souvent galvaudé, mais il prend sa signification et toute sa force quand on reconnaît ses faiblesses et sa vulnérabilité.

Devenir esclaves de nos peurs nous mènerait à le devenir des autres.



LES EUROPÉENS EN ESCLAVAGE

Carnet 4

L'esclavage existe depuis l'Antiquité et s'est accentué avec la traite transatlantique à partir du XVe siècle. Quelle forme prend-t-il de nos jours? De quoi et de qui sommes-nous esclaves en ce début de millénaire? Dirait-on que l'esclavage se définit par rapport à l'absence de liberté « ressentie »?

Identifions nos limites et dépendances issues de notre culture, de la société et du contexte européen actuel. Voyons comment nous réagissons à nos peurs existentielles face à ce « nouveau monde » qui fait d'ores et déjà subir à l'Europe diverses formes de « terrorismes ».

Tentons de déterminer notre espace de liberté dans tous ces contextes :

Que voit-on, le constat

Que veut-on voir, le déni

Que peut-on voir, la capacité à comprendre

Autant de peurs à surmonter dont dépendra notre avenir,
Tel est notre enjeu!

ISBN 978-2-9822272-4-8



9

782982

227248